



REGLEMENT INTERIEUR DU COMITE SYNDICAL

Adopté en séance du Comité Syndical du 21 avril 2021



SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER : LES TRAVAUX PREPARATOIRES

Article 1 - Périodicité des séances

Article 2 - Convocations

Article 3 - Ordre du jour

Article 4 - Accès aux dossiers.

CHAPITRE DEUXIEME : LA TENUE DES SEANCES

Article 5 - Présidence

Article 6 - Secrétariat de séance

Article 7 - Lieu des séances

Article 8 - Quorum

Article 9 - Empêchements

Article 10 - Police de l'assemblée

CHAPITRE TROISIEME : DEBATS ET VOTES

Article 11 - Examen des affaires

Article 12 - Le débat d'orientation budgétaire

Article 13 - Prise de parole

Article 14 - Votes

Article 15 - Motions et vœux

Article 16 - Questions orales

Article 17 - Consultation des projets de contrat de service public

CHAPITRE QUATRIEME : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 18 - Comptes rendus des délibérations

Article 19 - Modification du règlement



CHAPITRE PREMIER : LES TRAVAUX PREPARATOIRES

ARTICLE 1 - Périodicité des séances.

Le Comité se réunit au moins deux fois par an. Le Bureau se réunira au moins tous les trois mois et autant de fois qu'il sera nécessaire pour étudier les questions qui seront soumises au Comité, sur demande de son Président.

Le Président peut réunir le comité syndical ou le bureau chaque fois qu'il le juge utile. Il est tenu de convoquer le Comité dans un délai maximum de trente jours quand la demande motivée lui en est faite, soit par le représentant de l'Etat dans le Département, soit par le tiers au moins des membres du Comité en exercice.

ARTICLE 2 - Convocations.

Le Président, ou à défaut en cas d'empêchement un vice-président pris dans l'ordre de l'élection du bureau, convoque l'assemblée par écrit cinq jours francs avant la séance prévue.

En cas d'urgence, ce délai peut être abrégé sans pouvoir être inférieur à un jour franc. Dans ce cas l'assemblée se prononce sur l'urgence dès l'ouverture de la séance.

La convocation est adressée à chaque délégué, par écrit et à son domicile.

En cas d'empêchement, il lui sera indiqué de bien vouloir avertir un des suppléants du secteur d'énergies, délégué du SDE24, dont il fait partie, qui de ce fait, devra le représenter.

Cette convocation comprend obligatoirement l'ordre du jour mentionnant l'ensemble des affaires devant être soumises à l'examen de l'assemblée. Pour chaque affaire soumise à délibération, une note explicative de synthèse est adressée aux délégués avec la convocation.

ARTICLE 3 - Ordre du Jour.

L'ordre du jour est établi par le Président. Il est communiqué aux délégués avec la convocation. Le Comité syndical ou le bureau peuvent refuser de délibérer sur un projet qui n'a pas été inscrit à l'ordre du jour porté sur la convocation.

Sous la rubrique "questions diverses" (quand elle est prévue à l'ordre du jour), ne peuvent être étudiées par le Comité syndical et le Bureau, que des questions d'importance mineure.

ARTICLE 4 - Accès aux dossiers.

Tout membre du Comité syndical a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires du Syndicat qui font l'objet d'une délibération.

Durant les 5 jours précédant la séance, les documents pourront être consultés au siège du Syndicat Départemental, aux heures ouvrables.

Dans tous les cas, ces dossiers seront tenus en séance à la disposition des membres de l'assemblée.



Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication sur place et prendre copie totale ou partielle des procès-verbaux du Comité Syndical, des budgets, des comptes et des arrêtés du Syndicat.

CHAPITRE DEUXIEME : LA TENUE DES SEANCES

ARTICLE 5 – Présidence

Le Comité Syndical est présidé par le Président du Syndicat, ou à défaut par celui qui le remplace.

Le Président procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote.

Il met fin s'il y a lieu aux interruptions de séances, met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire de séance les épreuves du vote, en proclame les résultats, prononce la suspension et la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

ARTICLE 6 – Secrétariat de séance

Au début de chaque séance, le Comité Syndical nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

Le secrétaire de séance assiste le Président pour la vérification du quorum, de la contestation des votes et du bon déroulement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal de la séance.

ARTICLE 7 - Lieu des séances.

Les séances ont lieu à Périgueux, ou dans une commune membre proche de Périgueux, dans un lieu choisi par le Président.

ARTICLE 8 - Quorum.

Le Comité, ou le bureau, ne peut délibérer valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice assiste à la séance.

A défaut, quand après une première convocation régulièrement faite, ladite assemblée ne s'est pas réunie en nombre suffisant, la délibération prise après une seconde convocation à trois jours au moins d'intervalle, est valable sans condition de quorum.

ARTICLE 9 - Empêchements.

Tout délégué syndical empêché d'assister à une séance du Comité est tenu d'en informer le président avant chaque séance.



Pour le bureau, le membre absent a la faculté de donner pouvoir écrit en son nom à un autre membre du bureau. Nul ne peut être porteur de plus d'un mandat.

Pour le Comité Syndical et conformément à l'article 7 des statuts du Syndicat et à la règle des suppléances, nul ne peut, en cas d'absence, donner procuration ou pouvoir à un autre délégué.

ARTICLE 10 - Police de l'assemblée.

Le président a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire tout individu qui trouble l'ordre.

En cas de délit (propos injurieux ou diffamatoires...), le Président en dresse le procès-verbal et en saisit immédiatement le Procureur de la République.

Les téléphones portables devront être éteints.

CHAPITRE TROISIEME : DEBATS ET VOTES

ARTICLE 11 - Examen des affaires.

Les affaires sont soumises à l'examen de l'assemblée en suivant l'ordre du jour. Seules les questions mentionnées à l'ordre du jour peuvent être débattues, sauf cas d'urgence qui nécessite une délibération immédiate. Dans ce dernier cas, l'assemblée autorise l'examen de l'affaire en cause sur proposition du président.

Le Président peut proposer une modification de l'ordre des points soumis à délibération.

Le Comité accepte ou non, à la majorité absolue, ce type de propositions.

ARTICLE 12 - Le débat d'orientations budgétaires.

Le débat sur les orientations budgétaires a lieu dans un délai de deux mois maximum précédant l'examen du budget de l'année suivante.

Les délégués peuvent intervenir tour à tour à leur demande. Leurs interventions ne doivent porter que sur l'orientation budgétaire.

ARTICLE 13 - Prise de parole.

Tout délégué désireux de prendre la parole doit la demander au président. La parole est donnée dans l'ordre des demandes.

Sur propositions du président, l'assemblée peut décider, sur un ou plusieurs points précis de l'ordre du jour, de fixer une durée limite pour sa discussion. Dans ce cas, la prise de parole est limitée à une fraction proportionnelle au nombre des délégués ayant sollicité d'intervenir.

Le président décide seul si les agents du Syndicat Départemental, présents en séance, peuvent être entendus. Il en sera de même des représentants des concessionnaires alors spécialement convoqués par le Président.

Lorsque la parole n'est plus demandée, ou lorsque la durée limite fixée pour la discussion est expirée, le président déclare la discussion close.

Tout membre de l'assemblée peut demander une suspension de séance. Le Président la soumet au vote. Toute demande de suspension de séance, sollicitée par le tiers des délégués présents, est accordée de plein droit.

ARTICLE 14 - Votes.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés sauf stipulations contraires des statuts du syndicat. Le vote a lieu à main levée. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Avant chaque vote de délibérations portant sur un sujet autre que ceux d'intérêt commun visés à l'article 7.2.2 des statuts, le secrétaire rappelle lesquels des délégués sont invités à se prononcer, conformément à l'ordre du jour.

Il est voté au scrutin secret toutes les fois que le tiers des membres présents le réclame. Dans le cas d'une élection, après deux tours de scrutin, si aucun des candidats n'a atteint la majorité absolue des suffrages exprimés, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

ARTICLE 15 - Motions et vœux.

Le comité ou le bureau peuvent émettre des vœux ou motions adressés au représentant de l'Etat. Ceux-ci sont strictement limités à l'objet syndical. Toute proposition contraire ne peut faire l'objet d'une inscription à l'ordre du jour.

Les motions ou vœux proposés par les membres de l'assemblée, sont remis au président par écrit. Ils sont inscrits d'office à l'ordre du jour de la prochaine séance. Le texte des motions ou vœux est communiqué aux délégués en même temps que l'ordre du jour.

ARTICLE 16 - Questions orales.

A l'issue de l'examen de l'ordre du jour, les délégués peuvent poser toutes questions ayant trait aux affaires du syndicat.

Le Président y répond sur le champ, sauf s'il s'avère nécessaire de procéder à une recherche ou à une étude particulière. Dans ce cas, il y est répondu par écrit dans le délai d'un mois.

La procédure des questions orales ne donne pas lieu à débat.

ARTICLE 17 - Consultation des projets de contrat de service public

Conformément à l'article L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, les projets de contrat ou de marché de service public, devant être soumis à l'assemblée, pourront être consultés par tout membre du comité syndical, au siège du Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne, 7 allées de Tourny à PERIGUEUX durant les 8 jours précédant la séance.



CHAPITRE QUATRIEME : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 18 - Comptes rendus des délibérations.

Le compte rendu des séances du comité et du bureau retrace sous une forme synthétique les délibérations prises. Il est envoyé aux délégués et aux membres du bureau. Il est tenu à la disposition du public.

ARTICLE 19 - Modification du Règlement.

Le présent règlement entrera en vigueur dès que la délibération décidant son adoption sera devenue exécutoire.

Une révision, ou des modifications, pourront intervenir dans les formes et conditions définies ci-avant pour l'examen des affaires syndicales, soit sur proposition du Président ou d'un tiers des membres en exercice du comité syndical, soit par suite de la publication des dispositions législatives ou réglementaires nouvelles et postérieures au présent règlement, qui seraient contraires à certaines clauses de ce dernier

Vu et adopté en séance,

Boulaçac, le 21 avril 2021

LE PRÉSIDENT DU SYNDICAT,
Philippe DUCENE

